



A la rentrée, on fait valser l'austérité !

Après 2025, le gouvernement Bayrou prépare une deuxième année d'austérité avec un plan d'économie de près de 45 milliards pour 2026 impactant les services publics et la protection sociale. Sans surprise, **ce sont les travailleur·euses, avec ou sans activité, qui vont en subir les conséquences les plus lourdes :**

- x **Augmentation du temps de travail** avec deux journées de travail non rémunérées à la place de deux fériés supprimés ! C'est le retour de la corvée !
- x **Année blanche pour les prestations sociales, les retraites et les salaires des agents publics** (*gel du point d'indice*) qui ne seront pas revalorisés quelque soit l'inflation. **Le barème des impôts sera aussi gelé** entraînant une hausse mécanique.
- x **Attaques sur les malades** : doublement des franchises médicales et des participations forfaitaires (*par exemple reste à charge de 2€ au lieu d'1€ pour une boîte de médicaments, de 4 € au lieu de 2€ chez le médecin généraliste...*), dégradation de la prise en charge des maladies longues durées. D'autres mesures chocs sont envisagées comme le doublement de la carence dans le privé, nous privant d'indemnisation sécu avant le 7° jour d'arrêt ! On se crève la santé au boulot mais se soigner coûtera plus cher alors que nous connaissons déjà une médecine à plusieurs vitesses !
- x **Nouvelle dégradation de la protection contre le chômage** : nous allons vers une probable diminution de la durée d'indemnisation et un durcissement des conditions d'accès pour la troisième réforme depuis 2023 !
- x **Baisse du budget de l'État et des collectivités avec moins de services publics pour toutes et tous !** Cela concernerait 3000 emplois publics en 2026 avec l'objectif de ne pas remplacer 1/3 des départs en retraite dans le futur. Cela ne touche pas uniquement les fonctionnaires car au final ce sont toujours les usager·ères qui trinquent: *prise en charge pourrie aux urgences, profs de nos gosses pas remplacés, abandon de projets infinançables par nos communes, suppressions de dispositifs d'aides...* Les conséquences sont multiples au quotidien !

Refusons de nous serrer la ceinture pour financer les riches !

La « dette » est le prétexte idéal pour nous demander de faire des sacrifices alors que ce sont des années de politiques au service des riches et des entreprises qui l'ont creusé. **Ce n'est pas aux travailleur·euses de payer la crise budgétaire générée par les gouvernements successifs !**

De l'argent il y en a : les cours boursiers, les profits des entreprises et les dividendes des actionnaires battent régulièrement des records. **Ces masses d'argent, c'est l'exploitation du travail qui les a produites, elles doivent revenir aux travailleur·euses !**

Depuis des années, **la sphère patronale et actionnariale est subventionnée par l'argent public** (exonérations de cotisations sociales ou fiscales, aides...) des aides estimées à plus de 200 milliards par an ! C'est un hold-up sur la part socialisée de nos salaires qui impacte le financement de la protection sociale. **Ces politiques doivent cesser !**

Grève, blocage et l'austérité dégage !

Comme il l'a fait pour le conclave retraite, Bayrou nous enfume en proposant aux syndicats institutionnels de négocier des miettes. **Mais on le sait, seul le rapport de force comptera alors que ces mesures vont être débattues cet automne au parlement. Le gouvernement est fragile : mettons-lui la pression !**

Partis des réseaux, **une première date de mobilisation commence à monter pour le 10 septembre** avec des appels à manifestation, au blocage ou boycott économique mais aussi à la grève par diverses structures syndicales professionnelles. Les gros syndicats se retrouvent le 1^{er} septembre pour annoncer leur propre calendrier de mobilisation.

On ne renversera pas la table avec des journées de mobilisations syndicales éparpillées ou une protestation sociale sans impact sur nos lieux de travail autre que des blocages extérieurs ponctuels. **Rien ne doit s'opposer mais tout doit converger !** A nous de nous organiser collectivement à la base, pour construire une **mobilisation d'ampleur contre l'austérité et pour l'amélioration de la protection sociale**, à articuler au combat pour les salaires et nos conditions de travail.

La CNT-SO appelle à soutenir et amplifier toutes les initiatives de lutte prise par le mouvement syndical et social ! Nous n'aurons que ce que nous prendrons !



CNT-Solidarité Ouvrière

4 Rue de la Martinique, 75018 Paris



contact@cnt-so.org



09 87 53 87 56



cnt.so



cntso_fr



www.cnt-so.org